

Changer concrètement la vie des travailleurs et des citoyens

La détermination sans faille des jeunes, une solidarité intergénérationnelle rarement vue, une unité syndicale solide, les forces de gauche rassemblées ont permis à notre peuple de remporter une grande victoire contre la précarité. Chirac et de Villepin ont dû capituler et retirer le CPE.

Une victoire qui comptera face aux politiques d'emplois menées depuis des décennies par le MEDEF répondant ainsi aux exigences du capitalisme mondialisé.

Un succès qui en appelle d'autres pour le retrait du CNE et l'abrogation des plans de licenciements, pour une allocation d'autonomie afin que les jeunes puissent poursuivre leurs études dans des conditions décentes, pour que le CDI redevienne la norme, pour des augmentations conséquentes des salaires...

Un succès qui appelle la construction de propositions alternatives en matière d'emplois, de salaires, rompant avec les logiques libérales.

C'est pourquoi le Parti communiste français, avec d'autres : syndicalistes, économistes, militants associatifs et politiques, lance un appel pour construire une grande chaîne humaine pour l'emploi, pour élaborer citoyeniquement une grande loi d'orientation de sécurisation de l'emploi, des formations et des revenus, pour organiser des Assises locales, régionales, nationales contre la précarité. L'emploi et la revalorisation des salaires doivent devenir une priorité.

Trois enjeux sont incontournables.

- Celui du recul du chômage et de la précarité jusqu'à leur éradication avec un système de sécurité d'emploi ou de formation pour chacun.

- Celui des moyens financiers alternatifs : il faut avoir le courage d'utiliser les profits des entreprises, le crédit bancaire non plus dans l'intérêt immédiat des actionnaires mais au service du développement des capacités humaines.

- Celui des droits nouveaux des salariés, des syndicats, des chômeurs et de leurs associations, des citoyens, des élus, avec de réels pouvoirs de décision et d'intervention.

Dans tous les domaines : celui de l'emploi comme ceux de la santé, de l'éducation, du logement, des services publics... nous devons allier luttes, débats et constructions citoyennes. Ce sont les conditions nécessaires pour battre la droite et réussir à gauche.

Il est urgent de battre la droite. Le gouvernement aux ordres des actionnaires reste sourd aux attentes du peuple. Les licenciements boursiers se poursuivent pendant que les actionnaires au titre de 2005 vont se partager 30 milliards d'euros soit 40% d'augmentation. 1000 emplois directs sont menacés à la SOGERMA. Au total ce sont plus de 6000 emplois concernés en tenant compte de la sous traitance et des emplois induits. 900 en Europe à Dim Playtex... Les cadeaux au patronat pour soutenir ses profits se pour-

suivent avec des exonérations de charges sociales en augmentation de plus de 2 milliards dans les budgets 2006. Les 130 000 contribuables les plus riches vont bénéficier d'un allègement fiscal de 130 000 euros alors que les 17 millions d'autres doivent se contenter de 170 euros !...

Cela suffit ! Ce gouvernement est illégitime. Un abîme le sépare des attentes du peuple. Il est discrédité par les scandales politico médiatiques. Il doit se retirer !

Une autre politique est nécessaire. Une politique qui s'attaque au diktat des marchés financiers, aux pouvoirs des actionnaires, qui mette l'économie au service du social, du développement durable...

De même en Europe, pour sortir de la crise de confiance entre les européens et l'Union, confirmée par la consultation organisée par la commission européenne, elle-même, il va bien falloir accepter d'ouvrir, comme en Amérique latine, le débat sur les changements d'orientations, de structures, de visée à consentir pour répondre aux attentes des peuples du continent.

La victoire populaire du Non de gauche à la Constitution européenne, puis celle contre le CPE rendent possible la construction d'un rassemblement politique majoritaire sur un contenu antilibéral aiguisé avec des candidatures unitaires à la présidentielle et aux législatives.

Marie George Buffet lors du 33ème Congrès a lancé un appel au rassemblement antilibéral : *« Depuis trop longtemps les volontés de changement n'arrivent pas à se traduire dans les urnes. Il faut rompre avec les logiques libérales et capitalistes qui nous conduisent à des malheurs grandissants. J'ai la conviction que c'est possible. A condition d'en finir avec ce bipartisme et ces*

alternances sans perspectives. A condition de chercher à rassembler toutes les énergies antilibérales pour bouleverser la donne. »

A gauche, cela bouge vite. Le Parti Communiste a signé un appel unitaire très large pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes. A ce jour plus de 6000 signataires affirment :

« Nous nous battons pour gagner. Nous voulons construire une forte dynamique populaire et citoyenne, œuvrer ainsi à l'essor des mobilisations sociales, avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. Une politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent. Nous le croyons possible. »

L'espoir renaît. La donne à gauche change. Dans ce cadre les communistes mettent en débat la proposition qu'un homme ou une femme issu de notre parti soit porteur de ce rassemblement aux présidentielles à la façon dont nous l'avons fait pour la campagne du référendum : en garantissant la place de chacune et chacun, en travaillant à une nouvelle victoire partagée.

Les premiers comités d'action populaire se créent. Les communistes, avec d'autres, travaillent à la création de milliers de collectifs dans tout le pays. Nous voulons rassembler toute la gauche pour mettre en œuvre une politique qui, parce qu'elle rompra avec les logiques libérales, changera concrètement la vie de nos concitoyen(ne)s.

Oui, l'esprit du 29 mai peut souffler sur les élections prochaines. ■



Joëlle Greder

Présidente du Conseil national du PCF